

## Au Journal officiel du 23 février au 1er mars 2019

04/03/2019

### Au Journal officiel du 23 février au 1er mars 2019

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 23 février 2019 :

- Décret n° 2019-119 du 21 février 2019 portant **diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages hydrauliques** . – *Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2019-121 du 21 février 2019 portant **modification de dispositions réglementaires du Code de la sécurité sociale relatives à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins** . – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2019-122 du 21 février 2019 relatif au **congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique de l'État** . – *Modification de plusieurs textes non consolidés* ;
- Arrêté du 29 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2018 pris pour **l'application des articles 266 sexies et 266 nonies du Code des douanes** . – *Modification de l'arrêté du 31 décembre 2018*.

#### Au JO du 24 février 2019 :

- Arrêté du 15 février 2019 fixant les **modalités d'appréciation d'une situation de handicap donnant lieu à l'attribution de droits sans limitation de durée prévue par l'article R. 241-15 du Code de l'action sociale et des familles et par l'article R. 821-5 du Code de la sécurité sociale** ;
- Arrêté du 20 février 2019 relatif au **coefficient de majoration prévu par l'article 131-1 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié** .

#### Au JO du 26 février 2019 :

- LOI n° 2019-130 du 25 février 2019 **autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune** ;
- Arrêté du 30 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 28 décembre 2018 fixant la **composition du dossier de demande de prise en charge financière d'un projet de transition professionnelle par une commission paritaire interprofessionnelle régionale** . – *Modification de l'arrêté du 28 décembre 2018* ;
- Arrêté du 18 février 2019 relatif aux **critères des recrutements opérés, soit sur proposition du service public de l'emploi, soit directement par les entreprises adaptées, et susceptibles d'ouvrir droit aux aides financières de l'État** . – *Abrogation de l'arrêté du 24 mars 2015. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.*

#### Au JO du 27 février 2019 :

- Décret n° 2019-133 du 25 février 2019 portant **application aux agents publics de la réduction de cotisations salariales et de l'exonération d'impôt sur le revenu au titre des rémunérations des heures supplémentaires ou du temps de travail additionnel effectif** . – *Abrogation du décret n° 2007-1430 du 4 octobre 2007* ;
- Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux **actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole** . – *Modification de l'arrêté du 7 mai 2012* ;

- Arrêté du 21 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 mai 2012 portant **agrément du règlement intérieur de l'ordre des experts-comptables** . – *Modification de l'arrêté du 3 mai 2012* ;
- Arrêté du 18 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 26 août 2016 relatif à l'examen psychotechnique prévu dans le cadre du contrôle médical de l'aptitude à la conduite. – *Modification de l'arrêté du 26 août 2016* ;
- Arrêté du 25 février 2019 relatif aux **procédures internes et au contrôle interne mis en place par les opérateurs de jeux ou de paris visés par le 9° de l'article L. 561-2 du Code monétaire et financier pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme** .

#### Au JO du 28 février 2019 :

- Décret n° 2019-135 du 26 février 2019 modifiant **certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés à toute autre fin que la mise sur le marché** . – *Modification du Code de l'environnement et abrogation du décret n° 2007-358 du 19 mars 2007* ;
- Décret n° 2019-136 du 27 février 2019 relatif aux **conditions d'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France des enfants nés à Mayotte de parents étrangers**. – *Modification du décret 2017-890 du 6 mai 2017 et du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993* . – *Ce texte entre en vigueur le 1er mars 2019* ;
- Décret n° 2019-137 du 26 février 2019 relatif aux **examens médicaux obligatoires de l'enfant et au contrôle de la vaccination obligatoire** . – *Modification du Code de la santé publique*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er mars 2019* ;
- Décret n° 2019-138 du 26 février 2019 relatif aux **dispositifs indemnitaires d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles** . – *Modification de plusieurs textes non codifiés* ;
- Décret n° 2019-140 du 27 février 2019 portant **application de l'article L. 241-2 du Code de la sécurité intérieure et relatif à la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles des agents de la police municipale** . – *Modification du Code de la sécurité intérieure et abrogation du décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016* ;
- Décret n° 2019-141 du 27 février 2019 pris **pour l'application de la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie et portant diverses dispositions relatives au séjour et à l'intégration des étrangers** . – *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code du travail et du décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001* ;
- Décret n° 2019-142 du 27 février 2019 portant **regroupement des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin** ;
- Décret n° 2019-143 du 26 février 2019 fixant la **liste des agents en charge de la constatation des manquements mentionnés à l'article L. 631-25 du Code rural et de la pêche maritime** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime* ;
- Arrêté du 26 février 2019 relatif au **calendrier des examens médicaux obligatoires de l'enfant** . – *Abrogation de l'arrêté du 26 mars 1973* ;
- Arrêté du 30 janvier 2019 portant **homologation des prix de vente au détail des tabacs manufacturés en France, à l'exclusion des départements d'outre-mer** . – *Abrogation de l'arrêté du 14 décembre 2018* ;

- Arrêté du 26 février 2019 fixant les **montants de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008** . – *Abrogation de l'arrêté du 17 avril 2008. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;*
- Arrêté du 27 février 2019 **modifiant l'arrêté du 1er juillet 2016 relatif aux formations civique et linguistique prescrites aux étrangers signataires du contrat d'intégration républicaine créé par la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France** . – *Modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;*

#### Au JO du 1<sup>er</sup> mars 2019 :

- Décret n° 2019-149 du 27 février 2019 modifiant le décret n° 2007-1111 du 17 juillet 2007 relatif à **l'obligation vaccinale par le vaccin antituberculeux BCG** . – *Modification du décret n° 2007-1111 du 17 juillet 2007 ;*
- Décret n° 2019-151 du 28 février 2019 pris pour **l'application de la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie et portant diverses dispositions relatives au séjour** . – *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et du Code du travail ;*
- Décret n° 2019-152 du 28 février 2019 fixant les critères **permettant de qualifier une entreprise innovante, prévus au 1° de l'article L. 313-20 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** . – *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;*
- Arrêté du 20 février 2019 relatif aux **informations et aux recommandations sanitaires à diffuser à la population en vue de prévenir les effets d'une exposition au radon dans les immeubles bâtis** .

#### La Rédaction législation